

UN NOUVEAU RECENSEMENT NATIONAL
SERA LANCÉ CE MOIS-CI

200 000 polyarthritiques en Algérie

«L'Algérie compte environ 200 000 personnes atteintes de la polyarthrite», a indiqué hier le professeur Aïcha Ladjouze Rezig, chef de service rhumatologie à l'hôpital de Ben Aknoun, par ailleurs présidente de la Ligue algérienne anti-rhumatisme (LAAR).

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Rencontrée hier à l'occasion d'une conférence organisée à Alger par la LAAR lors de la Journée mondiale de la polyarthrite sous le slogan «Penser positif», le professeur Ladjouze Rezig a annoncé le lancement, courant de ce mois, d'une étude de recensement des cas de polyarthrites à travers tout le territoire national.

En concertation avec le ministère de la Santé et avec l'implication notamment des rhumatologues des secteurs public et privé ainsi que des médecins généralistes,

cette étude devra permettre de connaître le nombre exact de personnes atteintes de cette maladie auto-immune.

La polyarthrite rhumatoïde frappe en général entre 30 et 50 ans. C'est une pathologie invalidante et affecte grandement la qualité de vie du malade.

Son diagnostic «le plus tôt possible» permet, selon la présidente de la LAAR, de mieux prévenir les complications. Reconnaisant au massage la difficulté de son diagnostic vu que «les symptômes sont peu visibles», la

polyarthrite rhumatoïde peut survenir suite à un choc émotionnel, par exemple. Elle peut commencer par une simple douleur articulaire constante et finit, en absence de traitement, par avoir un effet dévastateur sur la capacité des personnes atteintes à se prendre en charge, y compris pour les tâches les plus élémentaires de la vie quotidienne (ouvrir une porte, s'asseoir sur une chaise, allumer une lampe...).

La déformation des articulations est visible et la douleur est constante chez les patients souffrant de cette maladie.

Il faut savoir que 70% des personnes atteintes de polyarthrite rhumatoïde souffrent de grave dommage aux articulations en l'espace de deux ans seulement.

Les témoignages poignants de quelques malades et des membres de leurs familles évoquent «une maladie douloureuse, très handicapante et qui peut briser une vie» et des traitements dont «les effets secondaires peuvent se ressentir sur les os, le cœur et les yeux». Même si la prise en charge des polyarthritiques est convenable en Algérie, reste toutefois la problématique du remboursement de certains médicaments par la Sécurité sociale.

Message d'espoir, enfin, le diagnostic précoce et rapide et la prescription d'un traitement efficace peuvent atténuer ces effets et rendre cette maladie supportable, voire rémissible et totalement curable.

L. M.

EN CIRCULATION SUR LE MARCHÉ NATIONAL

Des appareils électroménagers loin d'être conformes aux normes

Les appareils électroménagers fabriqués en Algérie ne sont pas performants en termes d'efficacité énergétique. Ils ne répondent guère aux normes requises au niveau international, et cela concerne également ceux importés.

Rosa Mansouri Alger - (Le Soir) - Le constat a été fait hier par le directeur général de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue), Bouzeriba Mohamed-Salah, à l'occasion d'un séminaire international sur «l'étiquetage énergétique des appareils électroménagers».

Les appareils vendus sur le marché national sont des produits bas de gamme et ceux haut de gamme sont commercialisés uniquement dans quelques magasins et à des prix exorbitants. Cette

situation n'est pas le fruit du hasard. Le vide juridique et le manque de clarté des textes qui réglementent l'étiquetage des appareils électroménagers sont à l'origine de la négligence des fabricants, lesquels s'adaptent à la réalité du marché qu'ils pénètrent, et ce, pour écouter leurs produits.

Autrement dit, les appareils électroménagers en provenance de l'étranger et destinés au marché algérien ne répondent pas au critère d'efficacité énergétique, contrairement à ceux vendus en Europe. Le critère efficacité énergétique

devrait être un élément déterminant lors de l'achat d'un appareil électroménager, qui permet au consommateur à long terme d'amortir son prix.

Dans une étude réalisée par l'Aprue, pour tester l'efficacité énergétique des réfrigérateurs, congélateurs et climatiseurs mis sur le marché, il ressort une prédominance des classes G et E pour les réfrigérateurs et D pour les climatiseurs, alors que les normes internationales en qualité d'efficacité énergétique sont A et A++.

La réglementation européenne compte, en effet, 9 classes énergétiques allant de A++ à G. Partant du constat que 80% de la consommation énergétique est absorbée par

les ménages, le législateur devrait contraindre les fabricants à prendre en considération le critère d'efficacité énergétique et le consommateur à acheter un appareil étiqueté selon les normes internationales, pour faire baisser la consommation d'énergie.

Selon le directeur de l'Aprue, l'énergie ainsi économisée serait l'équivalent de la production de plusieurs centrales électriques. Notre interlocuteur a, en outre, mis l'accent sur la nécessité de mettre en application, et dans les plus brefs délais, les trois arrêtés ministériels qui définiront, désormais, le mode d'étiquetage des appareils électroménagers et l'obligation faite aux fabricants d'appliquer la nouvelle loi avec rigueur.

Des arrêtés interministériels, en voie d'être promulgués, arrêteront, par ailleurs, une liste des appareils électroménagers qui seront dorénavant soumis aux nouvelles règles d'étiquetage.

Il s'agit notamment des réfrigérateurs, climatiseurs, machines à laver (linge et vaisselle), fer à repasser, sèche-linge.

Une campagne d'information et de sensibilisation sera programmée à cet effet. L'Aprue compte inaugurer la campagne par la mise en circulation de lampes économiques. Il est à signaler que le marché a été attribué à une entreprise tunisienne.

R. M.

LES DEUX FILS DU P-DG DE L'EX-BCIA DEVANT LA COUR D'APPEL D'ORAN

En l'absence de témoins-clés, le procès en appel reporté

Les frères Kharroubi Badreddine et Chakib Toufik, fils du P-dg (en fuite) de la Banque commerciale et industrielle d'Algérie (BCIA), ont comparu ce 12 octobre devant la cour d'appel d'Oran pour répondre du chef d'inculpation de «complicité de dilapidation de deniers publics».

Cette comparution fait suite à l'appel interjeté par les deux accusés après leur condamnation à 7 ans de prison ferme chacun, prononcée en première instance, le 21 juillet dernier, par le tribunal

correctionnel d'Es-Seddikia qui avait d'ailleurs relaxé deux autres personnes, jugées dans le cadre de ce même dossier, en l'occurrence les frères Nebia.

Pour rappel, à l'époque des faits qui avaient causé un préjudice financier de plus de 13,2 milliards de dinars à la Banque extérieure d'Algérie (BEA), Kharroubi Badreddine et son frère Chakib Toufik étaient respectivement ex-directeur de la société privée d'assurance Star Hana et ex-sous-directeur de ladite banque et chargé du contentieux. Lors du procès de l'affaire dite celle de la BCIA en février 2007, les deux frères

Kharroubi n'avaient pas comparu au procès devant le tribunal criminel d'Oran car ils se sont pourvus en cassation auprès de la Cour suprême qui jugea recevable leur demande de requalification des faits de «crime» en «délit».

Ce dimanche 12 octobre lors de leur procès en appel, la défense a demandé le report du procès en raison de l'absence de l'expert M. Djaâfar, de l'ex-P-dg et de l'ex-directeur de la BCIA.

En réponse à leur requête, le président de la cour d'appel a reporté le procès en fixant la date du 23 novembre prochain.

A. B.

PROCÈS EN APPEL
DE L'AFFAIRE DES MARCHÉS
DOUTEUX DE LA CONSERVATION
DES FORÊTS DE BOUIRA

Des peines
de prison
de 2 à 8 ans
requises

L'affaire des marchés douteux, contractés au niveau de la Conservation des forêts de la wilaya de Bouira, entre 2001 et 2004, et qui a coûté 32 milliards au Trésor public, vient d'être jugée en appel ce samedi au niveau de la cour de Bouira.

Présents lors de ce procès, qui a duré plus de 14 heures, entre 9 heures du matin et 23 heures, l'ex-conservateur des forêts, le chef du district d'Ahl-Ksar et celui de la circonscription de Sour-El-Ghozlane, ainsi que 15 entrepreneurs impliqués dans ces marchés, ont tous été appelés à la barre. Le président du jury, qui a appelé l'ensemble des accusés ainsi que les témoins, dans un premier temps, pour les confondre, a ensuite appelé un à un les différents accusés en commençant par le conservateur des forêts pour s'expliquer sur ces marchés et la manière avec laquelle ils ont été passés. Suivaient le chef du district d'Ahl-Ksar qui a été invité également à s'expliquer sur les différents marchés que son frère, entrepreneur de son état, a décroché, au niveau des autres circonscriptions, puis un autre entrepreneur, qui n'est autre que le beau-frère de l'ex-conservateur des forêts, et qui a obtenu le gros lot au niveau des marchés de la circonscription de Sour-El-Ghozlane, des marchés que cet entrepreneur a eu entre 2000 et 2005 et qui s'élevaient à près de 10 milliards de centimes.

En somme, pendant toute la journée, juges, procureur de la République et avocats ont auditionné et questionné les trois responsables ainsi que les 15 entrepreneurs impliqués dans cette affaire. A la fin, après les plaidoiries des avocats qui ont duré toute la soirée, jusqu'à 23 heures, le procureur de la République a requis 7 ans de prison ferme et 1 million de dinars d'amende pour l'ex-conservateur des forêts, qui était en poste entre 2001 et 2004 et pour le chef du district d'Ahl-Ksar ; 8 ans de prison ferme et 1 million de dinars d'amende pour le chef de la circonscription des forêts de Sour-El-Ghozlane, 3 ans de prison ferme pour neuf entrepreneurs ainsi que 30 millions de centimes d'amende et enfin 2 ans de prison ferme et 20 millions de centimes d'amende pour six autres entrepreneurs. Après ces réquisitoires, le président du jury, a levé la séance en annonçant le verdict final pour le 25 octobre prochain.

Pour rappel, lors du premier jugement prononcé au niveau du tribunal de Bouira, l'ex-conservateur des forêts a été condamné à 4 ans de prison ferme et d'un million de dinars d'amende, l'ex-chef du district d'Ahl-Ksar a été condamné à 18 mois de prison ferme alors que celui de Sour-El-Ghozlane a été condamné à une année de prison ferme.

Concernant les 15 entrepreneurs, ces derniers ont été condamnés à des peines de prison ferme allant de 1 à 18 mois, avec une amende de 10 millions de centimes chacun. Rappelons que l'affaire des 32 milliards de centimes de la Conservation des forêts a éclaté en 2001 Après maintes enquêtes et les expertises ordonnées par le procureur de la République, il a été retenu les chefs d'inculpation de passation douteuse de marchés publics ainsi que de délit de paiement de marchés fictifs contre trois responsables de la Conservation des forêts et 15 entrepreneurs.

Y. Y.